

Travailler à nouveau

Reconstruction des moyens d'existence 12 mois après le tsunami

Le tsunami du 26 décembre 2004 a détruit la vie et les moyens d'existence de millions de personnes. Beaucoup vivaient déjà dans la pauvreté avant le tsunami et d'autres y ont été soudainement plongés. Les populations touchées sont déterminées à reconstruire leur vie et la générosité des donateurs a permis aux organisations d'aide de les soutenir. Beaucoup ont repris le travail, et les économies locales commencent à se redresser. Un soutien durable dans les années à venir donnera à ces populations la possibilité de sortir pour de bon de la pauvreté.

Résumé

Une année s'est écoulée depuis le tsunami et il est temps de se souvenir de ceux et celles qui y ont perdu la vie. Il est également temps d'évaluer l'efficacité des opérations d'assistance et de reconstruction menées jusqu'à présent.

Le présent rapport est destiné à décrire le travail qui a été mené pour réhabiliter et améliorer les moyens d'existence des personnes touchées par le tsunami. Il reconnaît la pauvreté dans laquelle de nombreux habitants vivaient avant le tsunami. Il décrit également comment le tsunami a détruit les maigres moyens d'existence dont disposaient ces personnes et comment il a menacé de plonger des millions d'autres personnes dans la pauvreté.

Les hommes et les femmes touchés par le tsunami sont déterminés à assurer leur autonomie économique. L'extraordinaire générosité des populations et des gouvernements du monde entier a permis à des organisations comme Oxfam d'aider les habitants et les communautés à réhabiliter leurs moyens d'existence. Les victimes commencent à retourner au travail et des signes clairs montrent que les économies locales recommencent à fonctionner.

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que grâce à l'aide et au soutien reçus rapidement après la catastrophe, entre 50 et 60 pourcent des travailleurs pourront à nouveau gagner leur vie d'ici à la fin 2005. En outre, des économistes estiment que 70 pourcent des personnes poussées dans la pauvreté par le tsunami — 1,4 millions de personnes — sortiront de ce pas difficile d'ici à 2007. Les activités visant à recréer les moyens d'existence ont peut-être mieux progressé que certains autres domaines de réaction au tsunami, comme par exemple la construction d'hébergements permanents (voir le rapport d'Oxfam "A place to stay, a place to live").¹

Cependant, Oxfam estime qu'il n'est pas suffisant de ramener la population au niveau de pauvreté qu'elle vivait avant le tsunami. Nous nous engageons à aider les populations touchées par le tsunami à créer des moyens d'existence meilleurs et durables et à tout faire pour empêcher d'autres personnes de tomber dans la pauvreté. Cette "reconstruction plus" nécessitera un apport et des efforts continus pendant de nombreuses années.

1 Introduction

Le 26 décembre 2004, un tremblement de terre au large de l'île indonésienne de Sumatra a déclenché un tsunami qui a frappé les côtes de l'Inde, de l'Indonésie, du Sri Lanka, de la Thaïlande, des Maldives, de la Malaisie, de la Birmanie, des Seychelles et de la Somalie.

En l'espace de quelques heures, les vagues géantes ont dévasté des milliers de kilomètres de côtes et les populations qui y vivaient. Le bilan final du nombre de morts ne sera jamais connu, mais des estimations officielles indiquent qu'au moins 181.516 personnes sont mortes,² et peut-être beaucoup plus.

1,6 millions de personnes ont été déplacées vers des camps temporaires ou ont trouvé refuge auprès de communautés épargnées par la catastrophe. Pour placer cette situation en perspective, si toutes les personnes déplacées étaient considérées comme un "pays", ce pays aurait une population équivalente à celle du Botswana et plus grande qu'un pays sur trois dans la réalité.

La province indonésienne d'Aceh, sur l'île de Sumatra, a été la zone la plus durement touchée. Environ 132.000 personnes y ont perdu la vie et 37.000 sont toujours portées disparues. Une grande partie d'entre-elles (près de deux tiers à certains endroits) étaient des femmes et des enfants. De nombreux villages ont été détruits et les survivants ont déménagé vers des camps temporaires dans des bâtiments publics ou se sont réfugiés dans les villages restés intacts. Plus de 572.000 personnes ont été déplacées et les pertes totales en matière d'infrastructure, d'habitat et de capacité de production ont été estimées à plus de 4,6 milliards de dollars.

Le Sri Lanka a lui aussi été fortement touché, avec plus de 31.000 morts, 4.000 disparus et plus de 500.000 personnes déplacées. Les dégâts ont été estimés à environ 1 milliard de dollars.

En Inde, au moins 12.400 personnes sont mortes, 5.600 sont portées disparues et près de 647.000 ont été déplacées. Les zones touchées incluent les états au sud et à l'est de l'Inde continentale (particulièrement Andhra Pradesh, Kerala, Pondicherry et Tamil Nadu) ainsi que les îles isolées d'Andaman et Nicobar.

2 La vie avant le tsunami

Même avant le passage du tsunami, des millions de personnes habitant dans les régions touchées vivaient dans des conditions de pauvreté inimaginables pour la plupart des habitants d'Europe, d'Amérique du Nord et des autres parties du monde développé.

Dans la province d'Aceh, en Indonésie, la sécurité des vies, des biens et des infrastructures avait déjà été menacée par plusieurs années de conflit armé. Selon les statistiques du gouvernement,³ en 2002 (la dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles), près de la moitié (48,5 pourcent) de la population n'avait pas accès à l'eau potable, un enfant sur trois (36,2 pourcent) de moins de cinq ans était malnutri et 38 pourcent de la population n'avait pas d'accès au système de soins de santé. Et la situation se détériorait encore : le taux de pauvreté avait doublé entre 1999 et 2002 (de 14,7 à 29,8 pourcent). Une note d'optimisme pour la prospérité de la province à long terme avait été la signature d'un accord de paix entre le gouvernement indonésien et le GAM (Gerekan Aceh Merdeka, Mouvement pour la libération de Aceh) le 15 août 2005, mettant fin à près de 30 ans de conflit.

Les états indiens de Tamil Nadu et Kerala, dans le Sud, sont parmi les plus riches du pays. Le Tamil Nadu est le quatrième état indien en matière de revenu par habitant et occupe la troisième place en matière de niveau d'alphabétisation.⁴ Le Kerala dispose du taux le plus élevé d'alphabétisation et, avec un peu plus de 3 dollars par personne et par an, dépense plus en matière de santé que la plupart des autres états indiens⁵ (à titre de comparaison, la France dépense plus de 2.700 dollars par habitant⁶).

Cependant, la pauvreté et les privations sont toujours bien présentes dans ces deux états : avant le tsunami, plus de 450.000 enfants de Tamil Nadu étaient forcés de travailler et près de la moitié (46,6 pourcent) des enfants de moins de cinq ans souffraient d'insuffisance pondérale en raison de la malnutrition. Dans le Kerala, quatre ménages sur cinq n'avaient pas d'accès à l'eau potable. Les habitants des villages côtiers – particulièrement les ouvriers et les petits agriculteurs – étaient, et sont toujours, parmi les habitants les plus pauvres de tout le pays. Dans l'ensemble de l'Inde, les moyens d'existence de 3,2 millions de personnes ont été affectés directement ou indirectement par le tsunami.⁷

De même, malgré le boum touristique de ces dernières années sur les côtes du Sri Lanka, 29 pourcent des enfants de moins de cinq ans souffraient d'insuffisance pondérale en raison de la malnutrition, 23 pourcent de la population ne disposaient pas d'un accès durable à un

approvisionnement correct en eau et 45,4 pourcent de la population travaillaient pour moins de 2 dollars par jour.⁸ Parmi les plus pauvres, on trouve les personnes déplacées par la guerre, terminée en 2002, qui vivent dans des camps de réfugiés depuis de nombreuses années.

3 Comment le tsunami a affecté les moyens d'existence de la population

'Lorsque j'ai vu ma terre après le tsunami, j'ai eu l'impression que quelqu'un était mort.'

— Ganesh, agriculteur du village d'Annai Koil, au sud de l'Inde, 19 mai 2005

Lorsque les vagues se sont retirées, les survivants ont trouvé leurs moyens d'existence en ruines. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'un million d'emplois ont été perdus suite au tsunami.⁹ Rien qu'en Indonésie, 600.000 personnes ont perdu leur seule source de revenus. Le taux de chômage à Aceh est passé d'environ 6,8 pourcent avant le tsunami à au moins 33 pourcent. Au Sri Lanka, 400.000 personnes (la plupart actives dans la pêche et le tourisme) ont perdu leur emploi et le taux de chômage dans les provinces touchées est passé de 9,2 pourcent avant le tsunami à plus de 20 pourcent après.

Peu après le passage du tsunami, la Banque asiatique de développement a calculé que la catastrophe menaçait de plonger 2 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté dans l'ensemble de la région. En outre, beaucoup de ceux qui vivaient déjà dans la pauvreté risquaient d'y plonger encore plus profondément après avoir perdu le peu de choses qu'ils possédaient auparavant.¹⁰ De nombreuses personnes ont également perdu les maigres économies qu'elles étaient parvenues à accumuler : l'argent ou les bijoux stockés dans leurs maisons ont tout simplement été balayés par les vagues.

Les populations les plus affectées sont les familles de pêcheurs, les petits agriculteurs, les travailleurs agricoles, les petites commerçants et ceux qui vivent du secteur touristique.

Bon nombre de familles de pêcheurs qui ont survécu ont perdu leurs bateaux, leurs filets et leurs moteurs, et donc leur capacité à gagner leur vie. Les Nations Unies ont calculé que 65 pourcent de la flotte de pêche du Sri Lanka a disparu, en même temps que plus de 27.000 pêcheurs.¹¹ Dix des douze plus grands ports de pêche du pays (y compris des infrastructures comme des usines à glace et des chantiers navals) ont subi des dégâts énormes. A Aceh, près de 70 pourcent de la flotte de petits bateaux de pêche a été détruite. Plus de 70.000 embarcations de pêche (des bateaux mécanisés aux simples catamarans en bois) ont été endommagées ou détruites en Inde.¹² La perte des bateaux de pêche et des équipements a également privé de leurs moyens d'existence ceux qui travaillaient sur des bateaux appartenant

à d'autres et les personnes employées dans des activités de transformation.

D'autres habitants de la région dont la terre était la seule ou la principale possession ont trouvé leurs récoltes détruites et leur terre ruinée à cause de l'eau salée et de la boue qui l'ont recouverte. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un total de 64. 232 hectares de terres agricoles ont été endommagés en Indonésie, en Inde, au Sri Lanka, aux Maldives, en Thaïlande et en Birmanie.¹³ Il s'agit d'une superficie totale équivalente à celle du Bahreïn. D'autres personnes ont découvert qu'elles n'étaient plus à même de prouver leur droit à utiliser la terre parce qu'elles avaient perdu les documents officiels ou parce que le détenteur du titre officiel de possession du terrain avait péri.

En Indonésie, 92.000 fermes et petites entreprises ont été partiellement ou totalement détruites.¹⁴ 37.500 hectares de terres agricoles y ont été endommagés, dont 10 à 15 pourcent sont perdus définitivement.¹⁵ Les agriculteurs d'Aceh ont perdu des récoltes sur pied d'une valeur de 20 millions de dollars ainsi que 23.300 têtes de bétail, 21.000 chèvres et moutons et près de 2.5 millions de volailles.¹⁶

Au Sri Lanka, les dégâts causés à l'agriculture par le tsunami ont principalement pris la forme d'inondations de terres de récolte et d'une destruction des potagers familiaux le long de la côte. Un total de 4.200 hectares de terres agricoles a été détruit.¹⁷ Dans la partie continentale de l'Inde, 8.782 hectares de terres agricoles ont été touchés de la même manière, auxquels il faut ajouter 11.000 hectares dans les îles Andaman et Nicobar.

Environ 143.000 petites et micro-entreprises ont été perdues en Inde,¹⁸ 5.000 au Sri Lanka ¹⁹ et peut-être 80.000 en Indonésie.²⁰ Il s'agissait d'une grande variété de commerces, entre autres de petits marchands, de vendeurs de nourriture, d'artisans et de petits producteurs.

Les dégâts aux entreprises et aux terres agricoles ont également touché les ouvriers, qui se sont retrouvés sans travail. Rien qu'en Inde, environ 240.000 familles dépendant d'un travail salarié ont perdu leur source de revenus²¹, alors que même dans des conditions idéales, beaucoup de ces ouvriers ne trouvent que du travail saisonnier et sont extrêmement pauvres.

Dans les Maldives, qui dépendent fortement du secteur touristique, les dégâts sont estimés à environ 62 pourcent du produit intérieur brut. Ceci est dû en partie aux dégâts encourus par les hôtels et autres infrastructures, mais aussi à une forte diminution du nombre de touristes dépassant de loin celle entraînée par les seuls dégâts aux installations touristiques.²² Au Sri Lanka, le secteur du tourisme a été touché de la même manière.

4 Recréer des moyens d'existence

‘Oxfam nous a aidé en nous donnant un salaire contre notre travail pour creuser des canaux, nous recevons 75 roupies par jour (environ 1,65 dollars). Avec cet argent, nous pouvons entretenir notre famille sans problème et manger trois fois par jour. Nous voudrions également désalifier nos terres... et nous espérons que ce sera la prochain étape du travail de Oxfam et CCD.’

— Raja Sekar, un agriculteur du village d’Annai Koil, au sud de l’Inde, 19 mai 2005. CCD est l’organisation Covenant Centre for Development.

Une des principales priorités dans l’immédiat après-tsunami était d’empêcher l’aggravement prévu de la pauvreté, ce qui signifiait fournir des revenus et recréer des moyens d’existence pour la population.

Grâce à la générosité des donateurs, Oxfam a pu dépenser un total de 27.040.000 dollars pour des activités de restauration des moyens d’existence jusqu’à la fin du mois de septembre 2005.²³ Oxfam a travaillé avec un total de 374.532 hommes et femmes en Indonésie, en Inde et au Sri Lanka pour les aider à recréer leurs moyens d’existence.²⁴

Une des manières utilisées par Oxfam et de nombreuses autres organisations pour garantir que les populations ne s’enfoncent pas encore plus dans la pauvreté est le recours à des programmes de travail contre salaire. Les bénéficiaires ont travaillé à des activités de rénovation de base, comme le nettoyage des débris, la réouverture des canaux d’irrigation et la réparation des infrastructures endommagées (voir Encadré 1) et ont reçu en échange un salaire équitable qui leur a permis de soutenir leurs familles et parfois d’investir dans le matériel dont ils avaient besoin pour relancer leurs activités professionnelles.

Le travail contre salaire est une approche appropriée après des catastrophes comme le tsunami, lorsque la nourriture est restée en grande partie disponible mais que de nombreux habitants ont perdu les revenus nécessaires pour s’en procurer. Ce système a permis aux familles de décider elles-mêmes quels étaient leurs besoins, et de décider quand et où elles devaient acheter quelque chose. En outre, et c’est important, cela a également aidé la population à faire face au traumatisme psychologique en recommençant à mener des activités “normales” de travail, d’achat et de vente.

Ces programmes ont eu un effet dynamique très puissant lorsqu’hommes et femmes ont pu redevenir clients des marchés locaux, fournisseurs, acheteurs et entrepreneurs. Ils ont permis

d'entamer la relance des économies locales en brisant le cercle vicieux du manque de liquidités tant pour les clients que pour les fournisseurs. Une identification très précise du travail à mener a permis de remettre des terres et des installations en état de fonctionnement et de fournir une base stable pour la restauration à long terme des moyens d'existence.

Jusqu'au mois d'octobre 2005, 39.321 femmes et hommes avaient été impliqués dans les programmes de travail contre salaire de Oxfam à Aceh, auxquelles il faut ajouter 26.859 personnes au Sri Lanka et 26.433 en Inde.

L'expérience de Oxfam a démontré que les revenus des femmes sont particulièrement importants pour les ménages les plus pauvres des régions touchées. Ceci est dû au fait que, dans les régions côtières, de nombreux moyens d'existence, comme la pêche et l'agriculture, sont saisonniers. Les revenus des femmes contribuent aux revenus généraux du ménage, fournissent des liquidités pendant les "périodes de vaches maigres" et contribuent spécifiquement à la nutrition et au bien-être des enfants. Oxfam s'est assuré que les femmes soient à même de participer aux programmes de travail contre salaire. Par exemple, 60 pourcent des participants aux programmes de travail contre salaire dans le sud de l'Inde sont des femmes.²⁵ En outre, les femmes reçoivent le même salaire que les hommes pour un travail équivalent. De cette manière, les femmes ont été à même de soutenir leurs familles et de participer à la reconstruction.

Encadré 1 : Réparation des plateaux à sel à Nagapattinum par le biais d'un programme de travail contre salaire

'Comment vais-je aider ma famille, et comment vais-je payer les soins médicaux de ma fille, qui est revenue à la maison pour accoucher ? Ces questions me hantaient après le tsunami. La terre qui me permettait de gagner ma vie était couverte de vase et de sable et ressemblait à un désert. Je n'aurais jamais pensé y parvenir.'

— M. Raju, locataire d'un arpent de plateaux à sel.

Les plateaux à sel de Nagapattinum, à Tamil Nadu, en Inde, sont un système complexe de canaux et de bassins artificiels peu profonds dans lesquels du sel est produit grâce à l'évaporation de l'eau de mer. Le tsunami a brisé les barrières naturelles le long de la côte et a inondé les structures de plateaux à sel et les canaux, abattant les limites entre les plateaux, remplissant les cuves de terre sablonneuse, détruisant les abris de stockage et balayant les routes d'accès.

Les plateaux à sel sont divisés en un grand nombre de parcelles louées, généralement de petite taille. Les locataires ont perdu leur production et leurs moyens d'existence et ont été menacés de perdre leur bail de location si les plateaux à sel n'étaient pas remis en état de marche. Outre les locataires eux-mêmes, des centaines d'ouvriers sans qualifications travaillent également dans des conditions difficiles pour produire le sel. Ces

travailleurs font partie des groupes les plus pauvres et les plus marginalisés de la région.

Immédiatement après le tsunami, l'étendue des dégâts et la manière dont le tsunami avait détruit les moyens d'existence de tant de personnes déjà appauvries n'ont pas été évalués à leur juste niveau. Dans un premier temps, ces habitants n'ont reçu que peu d'assistance des organisations d'aide.

Lorsque le problème a été identifié, Oxfam, en collaboration avec FACE, GOAL, Save the Children et des ONG locales, a consulté les locataires et les ouvriers afin de planifier la réhabilitation des plateaux à sel. La stratégie mise en place a été de se concentrer d'abord sur la réhabilitation des plateaux à sel des locataires les plus pauvres (qui possèdent moins d'1,2 hectare de terres). Cette réhabilitation s'est faite manuellement afin de fournir du travail aux ouvriers des plateaux à sel.

Oxfam a soutenu la réhabilitation de 112,6 arpents, aidant ainsi 129 locataires qui ont été encouragés à contribuer eux-mêmes aux travaux et mettant installations sanitaires et lieux de repos à la disposition des ouvriers. Le travail de réhabilitation a fourni un salaire à 636 hommes et 373 femmes. Tous les ouvriers ont reçu un salaire équitable et les hommes et les femmes ont été payés de la même manière pour un travail équivalent. C'était la première fois que ces femmes recevaient le même salaire que des hommes et, malgré des résistances au départ, la plupart des hommes reconnaissent maintenant qu'il s'agit d'un système équitable.

Le travail de reconstruction est toujours en cours et Oxfam soutient des projets visant à approfondir plus de 250 réservoirs et condensateurs afin de garantir l'approvisionnement en eau salée à partir de laquelle le sel est produit.

«Cela fait 20 ans que je travaille dans les plateaux à sel, depuis que j'ai 14 ans. Je n'avais jamais reçu plus de 35 roupies (environ 0,77 dollar) comme salaire journalier. Mes mains ont commencé à trembler lorsque j'ai reçu 72 roupies (environ 1,58 dollars) comme salaire journalier {elle lance un grand sourire}. J'ai travaillé pendant 25 jours dans les plateaux à sel et j'ai suffisamment d'argent pour acheter de la nourriture pendant un mois et des uniformes pour mon fils et ma fille, qui sont tous les deux à l'école secondaire.»

— Mme Laxhmi, ouvrière dans les plateaux à sel

Une deuxième manière d'aider la population à retrouver des moyens d'existence a été de leur fournir de petits dons d'argent liquide (en général équivalents à des montants entre 150 et 450 dollars) ou des prêts. Même si ces montants semblent minimes, ils sont vitaux pour des personnes pauvres dont les possessions ont généralement une faible valeur monétaire et ils ont permis à des hommes et des femmes de relancer leurs moyens d'existence (voir Encadré 2) : entre autres relancer une petite entreprise, cultiver des terres agricoles ou acheter des matières premières pour commencer un processus de transformation à petite échelle.

Au Sri Lanka, 59.621 hommes, femmes et organisations ont reçu des prêts ou des dons, tout comme 6.844 personnes à Aceh. En Inde, en collaboration avec un réseau de 13 organisations partenaires, Oxfam a soutenu 26.625 familles par le biais de dons d'argent.

Encadré 2 : Des agriculteurs à nouveau au travail

Le tsunami a détruit de nombreuses récoltes à Trincomalee, au Sri Lanka, et a recouvert les terres agricoles d'eau salée pendant de nombreux mois. Shanmurasu Thaneswaran a de la chance car de fortes pluies ont rendu son terrain à nouveau cultivable. Avec un don de Oxfam, il a été à même de planter de nouveaux produits et récoltera prochainement ses oignons. Il dispose d'un arpent de terre et espère récolter quelques centaines de kilos de délicieux oignons de salade. "Ces oignons sont vendus à un bon prix sur le marché parce que très peu d'agriculteurs en font la récolte," explique-t-il.

Etant donné que le terrain de Thaneswaran, dans le village de Veerancholai, se trouve près de la mer, sa dernière récolte a été complètement détruite par le tsunami. Presque deux tiers de son terrain a été couvert d'eau pendant des mois, qui a laissé un énorme dépôt de sel lorsqu'elle s'est évaporée.

"Heureusement, de fortes pluies sont tombées par après, ce qui a permis de nettoyer une bonne partie des terres de ce sel," explique K. Pathmanathan, directeur adjoint pour l'agriculture de la Province du Nord-est. Cependant, il y a encore quelques poches où le taux de salinité est très élevé étant donné que le sol se compose d'argile."

Thaneswaran est un de ces fermiers chanceux dont le terrain se compose de terres sablonneuses, mais il n'avait pas l'argent nécessaire pour acheter les semences et les engrais nécessaires pour commencer à planter. "J'ai emprunté un peu d'argent à ma famille pour acheter des semences et Oxfam m'a également fait un don de 15.000 LKR [\$150]," explique Thaneswaran. "Avec cet argent, j'ai acheté des semences et de l'engrais."

Cependant, dans certains cas, il est plus approprié de réparer ou remplacer directement le matériel endommagé. A titre d'exemple, Oxfam a fourni des outils, des engrais, des tracteurs à main et des semences à 1.267 familles d'agriculteurs de Meulaboh, à Aceh ; Oxfam a réparé plus de 100 bateaux et moteurs et a distribué 130 nouveaux bateaux et 336 filets de pêche au Sri Lanka ; Oxfam a également soutenu 1.700 familles du sud de l'Inde dans la relance de leurs moyens d'existence en les aidant à réparer 450 bateaux et en distribuant 650 moteurs hors-bord ainsi que des filets de pêche.

Encadré 3 : Relancer les moyens d'existence dans le village d'Atrankaraitheru, à Tamil Nadu

Le village d'Atrankaraitheru est situé sur les rives d'une rivière proche de la mer. La principale source de revenus de bon nombre des 77 familles qui vivent là-bas est la plongée dans la rivière pour récolter des coquillages. Le reste des habitants travaille comme ouvrier ou est impliqué dans des micro-entreprises. Le tsunami a détruit les moyens d'existence et les possessions de presque tous les ménages.

Cette communauté a reçu peu d'aide dans les premiers temps, et c'est pour cette raison que Sumanahalli²⁶ est intervenu. 14 petits bateaux, appelés *cunna thoni*, ont été distribués à 28 familles pour leur permettre de récolter des coquillages dans la rivière. Sept autres bateaux ont été distribués à des familles qui gagnent leur vie en transportant les autres sur la rivière.

D'autres familles ont reçu d'autres formes de soutien, comme des chariots à quatre roues utilisés pour vendre toute une variété de produits, des tricycles pour transporter les marchandises, des outils de maçon et de charpentier ou de l'aide pour lancer de petits commerces pour les femmes, des magasins de thé, des entreprises d'encadrement de photos, etc. Un membre de la communauté a reçu un don de 20.000 INR (437 dollars) pour exporter des coquillages à la condition qu'il emploie cinq habitants locaux dans son entreprise.

A proximité, Sumanahalli a relancé ce qui était auparavant un marché aux poissons très actif. Ce marché a été complètement détruit par le tsunami et des centaines de personnes auxquelles il donnait directement ou indirectement du travail ont été privées de leurs revenus. Sumanahalli a construit 15 petites structures permanentes, soutenant ainsi la relance des moyens d'existence des marchands, mais aussi de centaines de ménages des villages environnants.

L'échelle, la vitesse et le niveau des destructions causées par le tsunami étaient des défis énormes en soi, comme l'était également le niveau de pauvreté déjà existant. Cela signifie que Oxfam, tout comme de nombreuses ONG internationales, a dû augmenter rapidement sa capacité, recruter de nouveaux employés, ouvrir de nouveaux bureaux et entrer en contact avec des groupes de population avec lesquels nous n'avions jamais travaillé auparavant. En plus de cela, d'autres problèmes ont retardé les progrès (et continuent parfois à le faire aujourd'hui encore), entre autres :

- Le traumatisme psychologique et les deuils subis par les survivants.
- La difficulté d'accès, particulièrement à Aceh, où le tsunami a détruit les infrastructures, et dans les îles Andaman et Nicobar, où les difficultés d'accès existantes se sont encore aggravées.

- Les conflits qui ont récemment touchés Aceh et des parties du Sri Lanka. La plupart des organisations reconnaissent que ces conflits ont créé des difficultés supplémentaires, particulièrement dans les premiers mois après le tsunami.
- Des centaines de milliers de personnes vivent toujours dans des abris temporaires et n'ont pas la moindre certitude quant à l'endroit où ils pourront finalement s'installer ou quand ils pourront quitter ces abris. Pour bon nombre de ces familles, il est difficile de redémarrer des moyens d'existence. Par exemple, un pêcheur vivant aujourd'hui dans un abri temporaire à plusieurs kilomètres de la mer n'est pas à même de pêcher. Les pouvoirs publics et les ONG font des progrès dans les programmes de réinstallation des familles dans des hébergements permanents, mais il s'agit d'un processus intrinsèquement lent et complexe.²⁷
- Différents niveaux de pouvoir, une pléthore d'organisations internationales et de nombreuses ONG locales et internationales, y compris Oxfam, travaillent souvent au même endroit. Dans certains cas, une certaine confusion a régné entre tous ces différents acteurs à propos des relations et coopérations à établir. Par conséquent, certains problèmes n'ont pas toujours été traités aussi rapidement qu'ils auraient dû l'être. De nombreuses organisations ont travaillé dur pour améliorer la coordination, et un exemple d'endroit où cette approche a été couronnée de succès est le territoire des Îles Andaman et Nicobar, où Oxfam a aidé à la création d'une plateforme de coopération entre les ONG, les pouvoirs publics et les conseils tribaux.
- La capacité limitée de certaines institutions à répondre à la catastrophe.
- Les conditions politiques qui créent parfois de situations défavorables aux petits producteurs et entrepreneurs.

5 Les premiers résultats de la reconstruction

“Grâce au don que nous avons reçu, nous avons pu ouvrir ce petit magasin. C'est suffisant pour maintenant... lorsque nous quitterons les abris, nous voudrions avoir un magasin plus grand.”

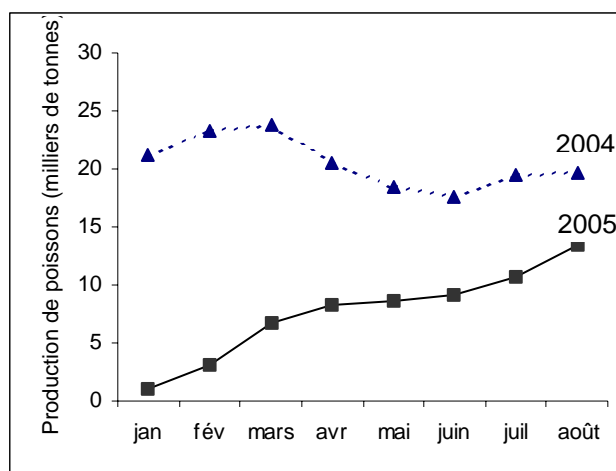
— Mr. Aster, Meulaboh, Aceh

Grâce au travail d'innombrables individus, communautés, autorités publiques et organisations d'aide, les entreprises et économies locales commencent à rebondir.

L'OIT estime que, grâce au soutien et à l'aide rapides reçus après la catastrophe, il est probable qu'entre 50 et 60 pourcent des travailleurs soient à nouveau à même de gagner leur vie à la fin 2006.²⁸ De plus, des économistes pensent que 70 pourcent des personnes poussées dans la pauvreté par le tsunami – 1,4 million de personnes – sortiront de cette zone dangereuse d'ici à 2007.²⁹

Au Sri Lanka, le secteur de la pêche tente de revenir à la situation d'avant le tsunami. Le gouvernement sri-lankais estime que 15.300 bateaux ont été détruits mais que 12.900 embarcations de remplacement ont été promises par des donateurs.³⁰ 4.592 autres bateaux endommagés ont été réparés et sont à nouveau considérés comme prêts à naviguer. En août 2005, les prises de pêche étaient remontées à 70 pourcent des chiffres de l'année précédente, alors qu'elles avaient chuté de 95 pourcent en janvier 2005 (voir Graphique 1).³¹

Graphique 1 : Estimation de la pêche en mer au Sri Lanka



Parmi les dégâts aux terres agricoles, on compte l'érosion, les dépôts de débris et de sédiments d'argile salé, les inondations résiduelles et la salification. L'élément le plus critique est peut-être la salification parce que ce phénomène réduit ou empêche la croissance des récoltes et rend donc impossible la culture des champs. La réhabilitation des terres agricoles rongées par le sel est maintenant en cours. Les méthodes de réhabilitation dépendent de l'étendue des dégâts et varient d'un champ à l'autre, mais une étape cruciale dans tous les cas est de nettoyer le sel avec de l'eau claire, que ce soit en comptant sur la pluie ou par le biais de travaux d'irrigation.³² Les fortes pluies ont fait disparaître du sol la plus grande partie du sel, mais la salification reste un problème dans certaines zones où l'eau salée a été enclavée et où les sols ont une texture plus dense.

Des cultures poussent maintenant sur les terres qui ont été réhabilitées et elles seront prêtes à être récoltées dans les mois à venir. Rien qu'à Aceh, plus de 5.000 agriculteurs ont recommencé à cultiver leurs champs avec le soutien de Oxfam. Cependant, des experts préviennent qu'il faudra entre 2 et 5 ans avant que la productivité des terres moyennement touchées retrouve les niveaux d'avant la catastrophe.

Oxfam consacre une bonne partie de ses activités de réhabilitation agricole aux petits fermiers et aux ouvriers agricoles. Par exemple, à Tamil Nadu, le Covenant Centre for Development (CCD)³³ réhabilite les terres, améliore l'irrigation, établit des liens avec les institutions locales pour fournir un soutien techniques aux agriculteurs et établit des réserves communes de grains. Ces réserves fonctionnent selon le principe d'une contribution de chaque agriculteur avec une partie de sa récolte qui est stockée en commun et peut être utilisée comme réserve en cas d'urgence. Le programme de CCD se concentre sur les fermiers touchés par le tsunami qui possèdent moins de deux hectares de terres.

Le personnel sur le terrain commence à voir une amélioration de la confiance parmi les habitants qui ont retrouvé leurs moyens d'existence, particulièrement au Sri Lanka et en Inde, où l'étendue des dégâts était vaste mais moins grave qu'à Aceh. Au Sri Lanka par exemple, Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC)³⁴ a distribué des prêts. Les bénéficiaires ont initialement demandé des prêts d'environ 10.000 LKR (100 dollars) pour redémarrer de petites entreprises, mais maintenant qu'ils voient que les affaires marchent, ils affirment qu'ils auraient dû être plus ambitieux.

Encadré 4 : Réhabilitation de l'industrie du coïr dans le district de Matara, au Sri Lanka

Le coïr est une fibre naturelle dérivée des coques de noix de coco habituellement filée sous la forme de cordes. La plupart des producteurs sont des femmes qui reçoivent très peu d'argent pour leur travail et sont souvent très pauvres.

Dans le district de Matara, au Sri Lanka, Oxfam soutient la réhabilitation de l'industrie du coïr complètement détruite suite au tsunami. Les premières activités ont inclus l'enlèvement des débris des cuves dans lesquelles les coques de noix de coco sont trempées avant l'extraction de la fibre. Des dons ont été faits à des femmes actives dans l'extraction des fibres de coïr. Une petite unité industrielle installée dans la ville, qui employait six personnes et fournissait des fibres pour le filage tout au long de l'année, a été réhabilitée grâce à un investissement de 150.000 LKR (1.500 dollars). En outre, un moulin à coïr a été reconstruit, y compris le remplacement de la machinerie et du stock, grâce à un don initial de 70.000 LKR (700 dollars). Plus de 100 familles profitent directement de ce moulin et trois quarts de ses employés sont des femmes.

6 Au-delà de la réhabilitation

“Je me sentais coincée lorsque je travaillais pour un entrepreneur. Aujourd'hui, je peux prendre soin de ma famille et gagner en même temps suffisamment d'argent tout en fournissant un travail à sept autres personnes.”

— Palaniamma, qui travaillait dans la construction avant le tsunami. Elle a aujourd'hui créé une unité de fabrication de coïr dans le village de Parangipettai, à Tamil Nadu, Inde

Comme on l'a déjà expliqué auparavant, de nombreuses personnes touchées par le tsunami vivaient déjà dans des conditions de pauvreté considérables avant la catastrophe. Oxfam estime qu'il n'est pas suffisant de restaurer les mêmes niveaux de pauvreté qu'avant le tsunami, mais qu'il est de notre responsabilité d'aider les habitants à améliorer leurs conditions de vie. Cette vision est parfois connue sous le nom de “reconstruction plus”.

Oxfam se concentre sur une partie des populations les plus pauvres dans les régions frappées par le tsunami afin d'améliorer leurs conditions de vie. C'est une priorité pour notre travail parce que :

- De nombreux pauvres (e.a. des ouvriers) disposaient de très peu de biens avant le tsunami et n'ont donc pas été pris en charge par les organisations dont l'objectif était de remplacer les biens perdus, même s'ils avaient perdu leur gagne-pain ;
- fermiers, pêcheurs artisans et petits marchands n'étaient souvent pas enregistrés auprès des autorités et n'ont de ce fait pas d'accès au soutien distribué par les canaux officiels ;
- les personnes vivant dans la pauvreté sont plus vulnérables aux conflits et aux catastrophes naturelles ;
- la pauvreté, la vulnérabilité et la souffrance ne sont pas prédestinées et représentent une injustice moralement indéfendable.

Améliorer les conditions de vie de la population est un processus à long terme parce qu'il y a toujours de nombreuses raisons pour lesquelles on est confiné dans la pauvreté. Surmonter ces problèmes nécessite un vaste éventail d'activités pouvant aller de la formation à la création de groupes d'habitants en passant par la fourniture d'équipement, l'amélioration de l'accès aux marchés, le plaidoyer pour des changements de politique,...

Ce processus doit également surmonter des inégalités fortement ancrées, dont les plus profondes sont celles qui touchent les femmes. Les femmes de toutes les communautés touchées sont frappées par des

injustices comme une charge de travail disproportionnée, de faibles opportunités de gagner un salaire et une vulnérabilité accrue aux violences sexuelles et autres types de violences. Cependant, elles ont toujours été actives au niveau économique et jouent un rôle essentiel (mais largement ignoré) dans la vie économique de nombreux ménages. Restaurer le statut quo est tout simplement insuffisant (voir Encadré 5).

Encadré 5 : Travail avec des femmes vulnérables à Tamil Nadu

Oxfam a commencé à travailler avec des femmes de la communauté des *dalit* du village de Karaikal, à Tamil Nadu, en Inde, qui faisaient partie des populations les plus pauvres et les plus marginalisées de la région. Avant le tsunami, ces femmes travaillaient de manière occasionnelle dans les élevages de crevettes ou dans l'agriculture et certaines possédaient également une petite quantité de volailles. Les élevages de crevettes ont été détruits par le tsunami, les terres agricoles ont été recouvertes de sel et elles ont perdu leurs volailles. Les 79 femmes impliquées dans le travail apportent toutes le plus gros salaire à leur famille étant donné que bon nombre d'entre elles ont perdu leur mari suite au tsunami.

Les femmes se sont rendu compte qu'elles avaient besoin de manières alternatives de gagner leur vie après le tsunami. Elles se sont rassemblées et ont contribué ensemble à l'achat d'un petit lopin de terre. Oxfam les a aidées à construire deux unités de production de coïr, chacune composée d'un hangar, d'une unité de stockage en dur et d'un bureau. Des machines à filer le coïr ont été achetées, tout comme la fibre de coïr brute utilisée dans le processus de transformation. Les femmes reçoivent une formation sur le terrain ainsi qu'un salaire parce qu'elles sont occupées du matin au soir et n'ont pas la possibilité de travailler ailleurs.

Les femmes ont formé une fédération pour la promotion du coïr et sont parvenues à vendre le coïr filé. Elles pensent pouvoir tirer suffisamment d'argent de la production et de la vente de coïr filé pour acheter plus de matières premières et pour s'assurer un revenu.

Améliorer les conditions de vie des populations vivant dans la pauvreté signifie parfois identifier les entrepreneurs avec une bonne idée de commerce et un bon plan commercial et les aider à étendre leurs activités afin qu'ils créent à leur tour plus d'opportunités d'emploi pour d'autres, stimulant et diversifiant ainsi l'économie locale (voir Encadré 6).

Encadré 6 : Une petite entreprise s'agrandit à Aceh Besar

Le "Projet Gâteau" est mené par un couple marié, avec la femme dans le rôle moteur. Avant le tsunami, ce couple dirigeait cette entreprise en plus de ses activités agricoles. Juste avant le tsunami, ils avaient acheté de nouvelles réserves de farine et d'autres ingrédients, qui ont été balayés par les flots tout comme leurs fours et autres objets ménagers. Comme les ingrédients n'avaient pas encore été payés, le couple s'est retrouvé avec une dette et aucun moyen de la rembourser.

Après le tsunami, ils se sont portés candidats à un prêt auprès de Oxfam afin de relancer leur entreprise. La femme a reçu un prêt de 600.000 IDR (60 dollars). Les affaires ont bien marché et ils ont commencé à rembourser le prêt. Cependant, ils avaient besoin de plus d'argent pour acheter des fours à gaz supplémentaires et pour étendre leur entreprise. Le mari a alors demandé un prêt de 2 millions d'IDR (200 dollars). Avec cet argent supplémentaire, ils ont été capables de s'étendre et emploient aujourd'hui six femmes le vendredi, jour de la cuisson.

Les gâteaux, dont l'emballage dans un paquet simple se fait sur place, sont vendus autour du village, au marché de Lambaro et dans d'autres mini-marchés et magasins de Aceh Besar. Le couple n'a pas de problème pour vendre sa production. La femme conserve une trace écrite de toutes les transactions et ils espèrent recevoir un prêt bancaire dans le futur pour continuer à étendre leur entreprise.

Dans d'autres cas, améliorer les conditions de vie implique la mise à disposition de formations et d'équipement à des individus ou à des groupes afin qu'ils puissent développer de nouvelles manières de gagner leur vie plus bénéfiques que les précédentes (voir Encadré 7).

Encadré 7 : Moyens d'existence alternatifs sur les Iles Andaman

Les Iles Andaman et Nicobar sont un archipel isolé de l'Océan indien situé à environ 1.200 kilomètres de l'Inde continentale. Bon nombre de ces îles sont habitées par des populations indigènes. Plus de 3.500 personnes sont mortes lorsque le tsunami a frappé et plus de 5.000 autres sont toujours portées disparues. Plus de 40.000 personnes vivent dans des abris de transition.

Au vu des difficultés logistiques auxquelles toutes les organisations actives sur place étaient confrontées, il est rapidement devenu clair que les habitants devraient passer au moins 18 mois dans des abris de transition. Cependant, les premiers abris de transition avaient été construits pour une période beaucoup plus courte et ne disposaient que d'un sol en terre battue.

Oxfam a lancé un programme de travail contre salaire qui a permis d'installer un meilleur plancher pour 162 abris de transition que nous avons construits. Cela s'est fait avec la participation totale de la population. La population a suggéré que certains de ses membres soient formés à la maçonnerie pour installer les planchers. Quinze maçons ont été formés, dont deux femmes, une personne handicapée et un aveugle. Ces maçons, et les ouvriers qui travaillent avec eux (au total 45 ouvriers, dont 13 femmes), font tous partie des communautés touchées par le tsunami. Même si le travail sur ces abris est aujourd'hui fini, les maçons sont aujourd'hui employés pour faire un travail similaire au profit d'autres ONG ou de services publics.

7 Tournés vers le futur

Un énorme travail a déjà été effectué pour réhabiliter et améliorer les conditions de vie des populations touchées par le tsunami, mais il reste encore énormément à faire, et les progrès peuvent parfois avoir l'air très lent. Il est bon de garder à l'esprit que Bill Clinton, l'envoyé spécial des Nations Unies pour la réhabilitation après le tsunami, a déclaré qu'une réhabilitation totale des zones les plus durement touchées prendrait au moins entre deux et cinq ans, et parfois même dix ans à certains endroits. La reconstruction complète devrait coûter environ 8,9 milliards de dollars selon les estimations des gouvernements des pays touchés.³⁵

L'abondance internationale de bonne volonté et d'assistance qui a suivi le tsunami était sans précédent. L'expérience d'autres catastrophes a néanmoins montré que les promesses initiales de soutien restent souvent sans suite lorsque l'attention se tourne vers d'autres catastrophes ou événements politiques. Jusqu'à présent, le flux d'aide vers les régions touchées par le tsunami a en grande partie continué,³⁶ même si un rapport récent prévient que le Sri Lanka n'a reçu jusqu'à présent que la moitié des montants promis par les donateurs étrangers.³⁷ Il est clair que la réalisation des promesses devra faire l'objet d'un contrôle et d'encouragements permanents.

Dépenser plus d'argent n'est en soi qu'une partie de la solution. Améliorer les conditions de vie de la population implique un travail avec les individus et les communautés parce c'est uniquement en travaillant en contact rapproché avec les communautés et en découvrant leurs besoins, aspirations et problèmes que leurs conditions de vie peuvent être améliorées. Il s'agit d'un processus permanent qui est nécessaire avant que des décisions soient prises et qui est à la base de la manière dont Oxfam et ses partenaires travaillent.

C'est également la meilleure manière de garantir que les changements seront durables, parce qu'ils seront basés sur les besoins et sur les compétences de la population elle-même. Sans amélioration de l'accès des populations pauvres aux marchés (tant pour les produits que pour le travail), il est certain que les habitants resteront dans la pauvreté et que les salaires équitables payés pendant les programmes de travail contre salaire seront remplacés par les mêmes salaires qu'auparavant, souvent tout à fait inadéquats.

Enfin, avec notre engagement de travailler avec les plus pauvres, Oxfam reconnaît qu'il y a une chose que le tsunami n'a pas détruit : les structures politiques, sociales et économiques qui ont marginalisé et appauvri les populations côtières. Modifier ces structures est une

grande ambition qui implique tant un travail de soutien aux populations qu'un plaidoyer pour des politiques favorables aux pauvres auprès des gouvernements².

Un exemple évident est la situation vécue par les femmes dans les régions touchées par le tsunami. Comme mentionné précédemment, de nombreuses femmes étaient fortement discriminées avant la catastrophe et ont été touchées de manière disproportionnée pendant la catastrophe. Oxfam essaie consciemment de prendre leurs droits en compte en renforçant les initiatives collectives et en établissant des principes d'égalité des chances et d'égalité des salaires qui soutiennent les combats propres aux femmes afin qu'elles obtiennent ces droits. Ces efforts sont de bonne augure pour la possibilité que la catastrophe entraîne des changements positifs et à long terme pour les femmes.

8 Conclusions

Le tsunami a menacé de renforcer la pauvreté des populations déjà pauvres et de plonger deux millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté. Les dons et l'assistance apportées par tant de gens à travers le monde ont permis aux organisations d'aide d'aider les personnes touchées à commencer à repousser cette vague de pauvreté. Au moins la moitié de ceux qui avaient perdu leur emploi ont aujourd'hui du travail. Les pêcheurs pêchent à nouveau, les agriculteurs cultivent leurs champs et les petits entrepreneurs et marchands mènent leurs affaires. Les économies montrent les premiers signes clairs d'une réhabilitation.

Mais il reste beaucoup de travail : toutes les personnes touchées ne sont pas encore parvenues à relancer leurs moyens d'existence et bon nombre des raisons sous-jacentes qui maintenaient tant de gens dans la pauvreté doivent encore être abordées.

Oxfam reconnaît que vaincre ces difficultés prendra du temps et que la réhabilitation et l'amélioration des conditions de vie des populations après le tsunami est un processus de longue durée. Oxfam s'est engagé à travailler pendant encore de nombreuses années avec les populations et les régions.

Notes

¹ A. Renton et R. Palmer (2005) 'Un endroit où rester, un endroit où vivre: les défis dans la fourniture de logements après le tsunami en Inde, en Indonésie, et au Sri Lanka', Oxford : Oxfam International. Disponible sur www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/conflict_disasters/bn_tsunami_shelter.htm.

² Toutes les informations sur les victimes, les personnes disparues ou déplacées sont tirées des données du Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour le tsunami. Source: www.tsunamispecialenvoy.org/default.aspx.

³ 'Indonesia Human Development Report 2004. The Economics of Democracy: Financing Human Development in Indonesia', BPS-Statistics Indonesia, BAPPENAS and UNDP.

⁴ 'Tamil Nadu Human Development', rapport du gouvernement de Tamil Nadu en collaboration avec Social Science Press, Delhi 2003.

⁵ PNUD (mis à jour) 'Kerala - Human Development Fact Sheet'. www.undp.org.in/programme/undpini/factsheet/kerala.pdf.

⁶ Organisation mondiale de la santé : www.who.int/countries/fra/en/.

⁷ Banque asiatique de développement, Nations Unies et Banque mondiale, 'India Post- Tsunami Recovery Program. Preliminary Damage and Needs Assessment', New Delhi, Inde, 8 mars 2005.

⁸ Source : http://hdr.undp.org/statistics/data/cty/cty_f_LKA.html.

⁹ Communiqué de presse de l'OIT, ILO Online, 19 janvier 2005. www.ilo.org/public/english/bureau/inf/pr/2005/3.htm.

¹⁰ Banque asiatique de développement, 'An Initial Assessment of the Impact of the Earthquake and Tsunami of December 26, 2004 on South and Southeast Asia', janvier 2005.

¹¹ Banque asiatique de développement, Banque japonaise pour la coopération internationale et Banque mondiale, 'Sri Lanka 2005 Post-Tsunami Recovery Programme. Preliminary Damage and Needs Assessment', 10–28 janvier 2005.

¹² Banque asiatique de développement, Nations Unies et Banque mondiale, 'India: Post-Tsunami Recovery Program', op. cit.

¹³ FAO, 'Report of the Regional Workshop on Salt-Affected Soils from Sea Water Intrusion: Strategies for Rehabilitation and Management', avril 2005. Disponible sur : www.fao.org/ag/tsunami/docs/salf-affect.PDF.

¹⁴ www.fao.org/ag/tsunami/assessment/indonesia-assess.html.

¹⁵ The Consultative Group on Indonesia, 'Indonesia: Preliminary Damage and Loss Assessment. The December 26, 2004 Natural Disaster', 19–20 janvier 2005.

¹⁶ Ibid.

-
- ¹⁷ FAO, 'Report of the Regional Workshop on Salt-Affected Soils from Sea Water Intrusion', op.cit.
- ¹⁸ Banque asiatique de développement, Nations Unies et Banque mondiale . 'India: Post-Tsunami Recovery Program', op. cit.
- ¹⁹ Banque asiatique de développement, Banque japonaise pour la coopération internationale et Banque mondiale , 'Sri Lanka 2005 Post-Tsunami Recovery Programme', op. cit.
- ²⁰ The Consultative Group on Indonesia, 'Indonesia: Preliminary Damage and Loss Assessment', op. cit.
- ²¹ Banque asiatique de développement, Nations Unies et Banque mondiale. 'India: Post-Tsunami Recovery Program', op. cit.
- ²² Banque mondiale, 'Update on the World Bank Response to the Tsunami Disaster', Vol. 1 of 1'. 22 avril 2005.
- ²³ Oxfam International, 'Rapport de transparence de Oxfam suite au tsunami, décembre 2005'.
- ²⁴ Données rassemblés pour le Rapport de transparence de Oxfam, décembre 2005. Les chiffres relatifs à l'Inde combine l'Inde continentale et les Iles Andaman et Nicobar.
- ²⁵ Oxfam International, 'Tsunami External Bulletin #35 — An up-to-date account of activities until end of July 2005'.
- ²⁶ Sumanahalli est une organisation partenaire de Oxfam.
- ²⁷ Renton et Palmer, 'Un endroit où rester, un endroit où vivre', op. cit.
- ²⁸ ILO Online, 19 janvier 2005, op cit.
- ²⁹ Banque asiatique de développement (2005) 'Asian Development Outlook 2005 Update'.
- ³⁰ 'TAFREN 'Progress: Fisheries and Ports', www.tafren.gov.lk/news.php?cat=7.
- ³¹ Données du Ministère de la Pêche et des Ressources naturelles du Sri Lanka.
- ³² FAO, 'Report of the Regional Workshop on Salt-Affected Soils from Sea Water Intrusion', op.cit.
- ³³ Covenant Centre for Development (CCD) est une organisation partenaire de Oxfam.
- ³⁴ BRAC est une organisation partenaire de Oxfam .
- ³⁵ PNUD, 'Six Months After Tsunami, UN Agencies Say Hardest Work Lies Ahead', communiqué de presse, Bureau de l'Envoyé spécial, PNUD. www.undp.or.id/tsunami/6_months_after_tsunami_En.htm.
- ³⁶ Sigur Centre, 'The 2004 Indian Ocean Tsunami: Six Month Report', juin 2005.
- ³⁷ Agence France-Presse (AFP), 'Less than half of pledged tsunami aid delivered in Sri Lanka', Colombo, 2 septembre 2005.

© Oxfam International Decembre 2005

Ce rapport a été rédigé par Steve Jennings. Oxfam remercie Ines Smyth, Robin Palmer, et les membres et partenaires de Oxfam actifs dans les régions touchées par le tsunami pour leur assistance dans sa réalisation. Il fait partie d'une série de documents visant à contribuer au débat public sur les questions de développement et de politique humanitaire.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complet de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org.

Oxfam International est une confédération de 12 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice: Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux agences listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur: www.oxfam.org/fr.

Bureaux de Plaidoyer d'Oxfam International:

Washington: 1112 16th St., NW, Ste. 600, Washington, DC 20036, USA

Tel: +1.202.496.1170. E-mail: advocacy@oxfaminternational.org

Brussels: 22 rue de Commerce, 1000 Brussels, Belgium

Tel: +322.502.0391. E-mail: luis.morago@oxfaminternational.org

Geneva: 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland

Tel: +41.22.321.2371. E-mail: celine.charveriat@oxfaminternational.org

New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA

Tel: +1.212.687.2091. E-mail: nicola.reindorp@oxfaminternational.org

Tokyo: Oxfam Japan, Maruko-Bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan

Tel/Fax: +81.3.3834.1556. E-mail: advocacy@oxfaminternational.org

<p>Oxfam America 26 West St. Boston, MA 02111-1206, USA Tel: +1.617.482.1211 E-mail: info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Intermón Oxfam (Spain) Roger de Llúria 15 08010, Barcelona, Spain Tel: +34.902.330.331 E-mail: info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam Australia 156 George St. Fitzroy, Victoria 3065, Australia Tel: +61.3.9289.9444 E-mail: enquire@caa.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Oxfam Ireland <u>Dublin Office</u>, 9 Burgh Quay, Dublin 2 Ireland, Tel: +353.1.672.7662 <u>Belfast Office</u>, 115 North St, Belfast BT1 1ND, UK, Tel: +44.28.9023.0220 E-mail: communications@oxfam.ie www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400 Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tel: +1.613.237.5236 E-mail: info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam New Zealand PO Box 68357, Auckland 1032 New Zealand Tel: +64.9.355.6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail: oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam Germany Greifswalder Str. 33a 10405 Berlin, Germany Tel: +49.30.428.50621 E-mail: info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Novib Oxfam Netherlands Mauritskade 9, Postbus 30919 2500 GX, The Hague, The Netherlands Tel: +31.70.342.1621 E-mail: info@novib.nl www.novib.nl</p>
<p>Oxfam Great Britain Oxfam House, John Smith Drive Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK Tel: +44.(0)1865.473727 E-mail: enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	<p>Oxfam-Solidarité (Belgium) Rue des Quatre Vents 60 1080 Brussels, Belgium Tel: +32.2.501.6700 E-mail: oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be</p>
<p>Oxfam Hong Kong 17/fl., China United Centre 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tel: +852.2520.2525 E-mail: info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200 Montréal, Québec, H3J 2Y2, Canada Tel: +1.514.937.1614 E-mail: info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>